

DIFFUSION RESTREINTE

DEV

CAB1 CAB2
MMC
DEV DAG FEC

- 2 MAI 1994

Jme Ganete

TD WASHINGTON 1226

LE 29 AVRIL 1994
WHTN LE 29/04/94 A 10H09

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : CHANCELLERIE DIPLOMATIQUE

REDACTEUR : A. GIRMA

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 1226

CQ LE CAIRE 128

CQ MINCOOP PARIS 90

CQ DFRA NEW YORK 455

CQ BUJUMBURA 14

CQ KINSHASA 18

CQ DAR ES SALAM 9

CQ ADDIS ABABA 26

CQ KAMPALA 12

CQ BONN 484

CQ BRUXELLES 232

CQ ARMEES PARIS 209

CQ MINDEFENSE PARIS 342

TXT

*70 Paris
Jme Puyola
Jelle Boudin
J Bruno*

OBJET : RWANDA.

REFERENCE : TD WASHINGTON NO 1211.

RESUME : LE DEPARTEMENT D'ETAT CONDAMNE LES MASSACRES 'INACCEPTABLES' DE CIVILS QUI, DIT-IL, 'NE SERONT PAS TOLERES', APPELLE LE GOUVERNEMENT ET L'ARMEE A Y METTRE UN TERME ET APPORTE SON SOUTIEN AUX EFFORTS DE L'OUA ET DES PAYS DE LA REGION POUR REARMORER LE DIALOGUE POLITIQUE. DE NOUVEAU AFRICA WATCH CRITIQUE LA FRANCE POUR AVOIR RECU UN REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT INTERIMAIRE QUE CETTE ORGANISATION ACCUSE D'AVOIR PARTIE LIEE AVEC LES AUTEURS DE CES MASSACRES..

X X X

1) LE PORTE-PAROLE ADJOINT DU DEPARTEMENT D'ETAT A, DES LE DEBUT DU POINT DE PRESSE QUOTIDIEN DU 28 AVRIL, DONNE LECTURE DU COMMUNIQUE SUIVANT:

'THE UNITED STATES STRONGLY CONDEMNS THE MASSACRES THAT HAVE LEFT AT LEAST 100 000 CIVILIANS DEAD SINCE THE VIOLENCE BEGAN IN RWANDA ON APRIL 7TH. WE CALL ON THE GOVERNMENT AND THE MILITARY LEADERS IN RWANDA TO DO EVERYTHING IN THEIR POWER TO BRING AN IMMEDIATE END TO THESE SAVAGE ACTS. THE GOVERNMENT MUST MAKE IT CLEAR TO ALL RWANDANS THAT ATTACKS ON CIVILIANS ARE UNACCEPTABLE AND WILL NOT BE TOLERATED.

AT THE SAME TIME, WE STRONGLY URGE THE GOVERNMENT AND THE RWANDAN PATRIOTIC FRONT, THE RPF, TO AGREE IMMEDIATELY ON A CEASE-FIRE IN PLACE AND A RETURN TO NEGOCIATIONS ON IMPLEMENTING THE ARUSHA PEACE ACCORD. WE CALL ON ALL PARTIES TO GUARANTEE THE PROTECTION OF DISPLACED PERSONS AND REFUGEES INSIDE RWANDA AND TO ASSURE SAFE PASSAGE FOR HUMANITARIAN ASSISTANCE.

THE UNITED STATES SUPPORTS THE EFFORTS OF THE ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY, THE OAU, AS WELL AS THOSE OF THE GOVERNMENT OF TANZANIA AS FACILITATOR OF THE ARUSHA NEGOCIATIONS, TO END THE BLOODSHED IN RWANDA AND TO RESTORE THE PEACE PROCESS. WE ARE WORKING WITH THE OAU AND WITH AFRICAN GOVERNMENTS TO BRING BOTH SIDES TO THE NEGOTIATING TABLE. WE ARE IN CONTACT WITH ALL SIDES IN THE CONFLICT AND ARE URGING THEM TO END THE CIVILIAN KILLINGS, TO REESTABLISH A CEASE-FIRE, AND TO ALSO RETURN TO THE NEGOCIATIONS.'

2) CE COMMUNIQUE A ETE A L'ORIGINE D'UN LONG ECHANGE DONT JE RETIENS LES ELEMENTS SUIVANTS:

-QUESTIONNE SUR LE POINT DE SAVOIR SI L'APPEL AU GOUVERNEMENT ET AUX CHEFS MILITAIRES RWANDAIS POUR METTRE FIN AUX MASSACRES SIGNIFIAIT QU'ILS EN ETAIENT

CONSIDERES COMME LES PRINCIPAUX AUTEURS, LE PORTE-PAROLE ADJOINT S'EST DEFENDU DE VOULOIR FAIRE PORTER LE BLAME SUR TEL OU TEL GROUPE EN PARTICULIER : ''CLAIREMENT, LA VIOLENCE EST, A-T-ELLE PRECISE, LE FAIT DE PLUSIEURS GROUPES OU FACTIONS. IL N'Y A PAS UN SEUL RESPONSABLE., ''

-MME SHELLY S'EST PAR AILLEURS REFUSEE DE PARLER DE GENOCIDE A PROPOS DES EVENEMENTS EN COURS AU RWANDA : MEME S'IL EXISTE DES ELEMENTS DE GENOCIDE, LA QUESTION DEMEURE DE SAVOIR S'IL Y A INTENTION DELIBEREE D'ELIMINER DES GROUPES ENTIERS. AVANT DE PARLER DE GENOCIDE, IL FAUT, A SON AVIS, SE LIVRER A UNE ETUDE APPROFONDIE DU PROBLEME.,

-BIEN QU'AYANT ASSURE QUE LES MASSACRES NE SERAIENT PAS ''TOLERES'', ELLE N'A PU DONNER AUCUNE INDICATION SUR LES MESURES ENVISAGEES PAR LES ETATS-UNIS ET A IMPLICITEMENT RECONNU QU'ILS DISPOSAIENT A TITRE NATIONAL DE PEU DE MOYENS POUR CONTRIBUER A L'ARRET DES COMBATS. ELLE A INDIQUE QUE LES ETATSUNIS RESTAIENT EN CONTACT AVEC TOUTES LES PARTIES DE FACON A ''LEUR COMMUNIQUER VIGOREUSEMENT LEURS VUES ''MAIS QUE C'ETAIENT LES NATIONS-UNIES AU SEIN DESQUELLES WASHINGTON OEUVRERAIENT ACTIVEMENT QUI EXERCAIENT LE LEADERSHIP. LES AMERICAINS ESPERAIENT QUE LES BELLIGERANTS REALISERAIENT QUE L'AIDE HUMANITAIRE AUX POPULATIONS RESTERAIT TRES LIMITEE TANT QUE LA SITUATION NE SERAIT PAS STABILISEE POLITIQUEMENT., ILS ESPERAIENT EGALEMENT QUE LES PARTIES FINIRAIENT PAR COMPRENDRE QUE, S'ILS VEULENT AVOIR DES RELATIONS NORMALES AVEC LEURS VOISINS ET, AU DELA, LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, LE COMPORTEMENT ACTUEL DEVRAIT CESSER., ENFIN ILS COMPTAIENT SUR L'ATTENTION CROISSANTE DE L'OPINION INTERNATIONALE ''POUR EXERCER DES PRESSIONS POLITIQUES ET AUSSI UNE SORTE DE PERSUASION MORALE''.

X X X

COMMENTAIRE : C'EST LA PREMIERE FOIS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE QUE LA QUESTION RWANDAISE EST AUSSI LONGUEMENT EVOQUEE DANS CETTE ENCEINTE. LES CHIFFRES QUI CIRCULENT SUR LE NOMBRE DE VICTIMES ET QUI ONT SI FORT IMPRESSIONNE LE PRESIDENT CLINTON N'Y SONT EVIDEMMENT PAS ETRANGERS. EN OUVRANT SON POINT DE PRESSE SUR CE COMMUNIQUE, LE DEPARTEMENT D'ETAT A SANS DOUTE VOULU DESAMORCER, A L'INTENTION NOTAMMENT L'OPINION NOIRE, TOUTE ACCUSATION D'INDIFFERENCE A L'EGARD DU DRAME HUMAIN QUI SE JOUE AU RWANDA.

QUELLES QUE SOIENT LES PRECAUTIONS ORATOIRES PRISES PAR LE PORTE-PAROLE, LE TEXTE DU COMMUNIQUE REFLETE CLAIREMENT L'IDEE ASSEZ REPANDUE ICI QUE LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ET LES CHEFS MILITAIRES PORTENT LA RESPONSABILITE PRINCIPALE DANS LE DECLENCHEMENT DES MASSACRES DE CIVILS CE QUI AMENE PARFOIS NOS INTERLOCUTEURS A EXPRIMER EN PRIVE UNE CERTAINE COMPREHENSION VIS A VIS DES POSITIONS DU FPR.

TELLE EST BIEN EN TOUT CAS LA THESE D'AFRICA WATCH POUR QUI LE GOUVERNEMENT PAR LE BIAIS DES MILICES AFFILIEES AU CDR ET AU MRND ONT REALISE 'L'EXTRAORDINAIRE CAMPAGNE D'ABUS PERPETRES CONTRE DES PERSONNALITES POLITIQUES MODEREES ET LA POPULATION TUTSIE'. CECI NOUS VAUT D'ETRE UNE NOUVELLE FOIS MONTRES DU DOIGT PAR CETTE ORGANISATION POUR AVOIR ACCEPTE DE RECEVOIR A PARIS LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GOUVERNEMENT INTERIMAIRE RWANDAIS. DANS UN COMMUNIQUE DU 27 AVRIL, ELLE ''DEPLORE TOUTE RENCONTRE OU AUTRE MESURE QUI POURRAIT INDIQUER QUE L'ACTUEL REGIME POURRAIT UN JOUR ETRE ACCEPTABLE A UN GOUVERNEMENT LEGITIME AILLEURS DANS LE MONDE''./.

ANDREANI